

L'ILLUSION DU *FACT CHECKING*

Pour faire reculer le mal, les initiatives de *fact checking* (vérification de l'info) se multiplient : encouragées par les institutions européennes, les Etats et... les multinationales du Web, leurs effets restent cependant négligeables. Voici pourquoi.

Isabelle Philippon (CSCE)

Même dans les contes pour enfants les plus mignons, les agneaux se mettent rarement sous la protection du grand méchant loup. Or voici que les médias, tellement pris à la gorge par l'assèchement de leurs recettes publicitaires, s'allient à présent avec ceux qui leur causent le plus de tort, à savoir les Gafa (c'est ainsi que l'on a baptisé les géants du Net représentés par Google, Amazon, Facebook, Apple, etc.). Ainsi, Facebook rémunère 25 médias répartis dans quatorze pays pour traquer les *fake news* sur le réseau social. La France compte à elle seule cinq rédactions transfor-

Et voilà que le journalisme professionnel se mue en entreprise de vérification. Les journalistes, qui perdent le lien avec leurs publics, se muent en organismes certificateurs de l'info produite ailleurs, en indexeurs de la « bonne » et de la « mauvaise » info. On en revient à la bonne vieille relation verticale entre le bon grain journalistique et l'ivraie sociale.

Il y a pire : flairant le bon filon, certaines *start up* se sont spécialisées dans le *fact checking*, et mettent leurs compétences de fins limiers au service des plateformes ou des gouvernements. Même les institutions européennes s'y mettent officiellement : la Commission a annoncé la création d'un réseau européen « indépendant » de vérificateurs de faits. Nous sommes sauvés...

Prêcher à des convaincus

Le *fact checking* a beau être à la mode, il est d'ores et déjà avéré que son impact est, pour le dire gentiment, des plus mesurés. Une info s'avère-t-elle un canular, et des esprits éclairés dénoncent-ils la supercherie ? Eh bien, ils ne convainquent que ceux qui n'étaient pas tombés dans le panneau. Les autres, ceux qui avaient aimé y croire, ne changeront pas d'avis. Au contraire même : « Ces journalistes/vérificateurs d'infos, ils appartiennent au système et veulent nous enfumer », tireront-ils

le plus souvent comme conclusion. « Il est inefficace de contrer le mensonge par la rectification de l'info, car on se heurte à la question de l'émotion et du désir. Cela ne favorise pas l'esprit critique mais, au contraire, renforce l'aspect désirant », souligne la philosophe française Myriam Revault d'Allonnes avec un accent teinté de psychanalyse.

Car c'est bien là le problème : dans un monde devenu illisible et jonché des débris de nos anciens repères et « autorités », on croit ce que l'on désire croire, et il est inopérant d'opposer des *checked news* aux *fake news*.

En outre, dans le cas où il s'agit davantage d'un débat de *perceptions* que de *faits*, les uns considérant la manière de présenter des autres comme orientée, voire fausse, qui aura l'autorité et la légitimité nécessaires pour trancher ? Quel sera l'arbitre légitime, détenteur de la vérité ? « Toute vérité ne jaillira jamais que d'une dispute », a joliment philosophé Jean-Luc Mélenchon (France Insoumise) à la tribune de l'Assemblée nationale française, au cours des débats sur la proposition de loi sur la manipulation de l'information. Une *dispute* ? Il fait référence ici à la *disputatio* latine, c'est-à-dire la « discussion », le « débat », le « conflit » : « C'est la dispute qui fait apparaître les possibles du réel et, à la fin, il faut bien que l'être humain tranche. »

Et le député d'ajouter en substance ceci : penser que la loi, un organe, une machine, l'intelligence artificielle peuvent dire la vérité, quand les humains n'y sont pas parvenus, relève de la fatuité.

Mélenchon a d'ordinaire comme une petite tendance à se sacrifier, lui, en tant que détenteur de la vérité, face à une presse qui, par définition, n'en délivre aucune. Mais là, on applaudit. □

Les journalistes, qui perdent le lien avec leurs publics, se muent en organismes certificateurs de l'info produite ailleurs.

mées en *fact checkers* (vérificateurs de la véracité de l'info) pour le compte du réseau social. La plateforme fait parvenir aux rédactions un fichier rassemblant des liens suspects que son algorithme a débusqués ou que ses utilisateurs ont remarqués. Si l'information transmise par la plateforme est analysée, et qu'elle est estimée incorrecte, le contenu explicatif rédigé par un journaliste professionnel est ensuite joint au lien en question sur le réseau social. « Vous demandez, nous vérifions », scande Libération sur sa page *CheckNews.fr* mise à disposition des internautes, qui ne se contente pas de vérifier les infos douteuses que lui transmet Facebook, mais également celles que lui signalent ses lecteurs.



20 Minutes, quotidien gratuit d'information générale, et Libération, sont deux des cinq « partenaires » français de Facebook dans la lutte contre les fake news.